

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Alter Public, agissant au nom et pour le compte de la commune de Longuenée-en-Anjou

Correspondant : M. Michel BALLARINI, 48 C Bd Foch - BP 80110, 49101 Angers cedex 02, courriel : E.haie@anjouloireterritoire.fr, adresse internet : <http://www.anjouloireterritoire.fr>, adresse internet du profil acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Aménagement

Objet du marché : Travaux de désamiantage et déconstruction des bâtiments situés en centre-bourg à La Meignanne - Commune de Longuenée-en-Anjou (49)

Type de marché de travaux : exécution

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 45111000

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : La période de préparation débutera en juillet pour une durée de 5 semaines. Les travaux commenceront en septembre 2020 pour une durée de 5 semaines. Il est prévu une décomposition en tranches.

Prestations divisées en lots : non

Cautionnement et garanties exigés : Retenue de garantie de 5%

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Conditions de participation :

- Situation juridique - références requises : Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement ; Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Capacité économique et financière - références requises : L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle ; Chiffres d'affaires des 3 dernières années
- Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Liste des travaux similaires exécutés au cours des 5 dernières années, ; QUALIBAT 1112 « démolition technicité confirmée » ou tout moyen de preuve équivalent ; QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante » relative au retrait de produits amiantés, comportant à minima les secteurs d'activité suivants (qualification équivalente délivrée par les organismes certifiés AFAQ ASCER ou GLOBAL) :
 - Ouvrages extérieurs de bâtiment
 - Ouvrages intérieurs de bâtiment
 - Génie civil et amiantifères

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 18 juin 2020 à 12 h 00

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : AOA 6851 20 44

Renseignements complémentaires : Une visite des bâtiments est prévue le 03/06 et le 04/06. Pour toute visite, les candidats doivent contacter M Charly TROPRES (c.tropres@anjouloireterritoire.fr). Le DCE est gratuitement téléchargeable sur la plateforme <http://www.achatpublic.com>. Aucun dossier papier ne sera envoyé. Les candidatures et les offres doivent être remises au format dématérialisé via le même site. Des questions peuvent être posées jusqu'au 08/06/2020 à 17h sur www.achatpublic.com, les réponses seront apportées au plus tard le 11/06/2020 via le même site.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 18 mai 2020

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : courriel : E.haie@anjouloireterritoire.fr, adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2020_2t7ot4heWW

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette, 44000 Nantes

Détails d'introduction des recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.